

S'ATTENDANT À UN PIC DE LA GRIPPE A**Barkat révisé sa copie**

L'Algérie connaîtra un pic des cas de grippe A dans les semaines à venir. Cette situation a imposé la révision du dispositif de contrôle et de prise en charge des personnes suspectées atteintes du virus AH1N1. Les structures hospitalières ont reçu de nouvelles instructions : il leur est demandé une plus grande vigilance. La prise en charge des femmes enceintes a été placée parmi les priorités.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Dans une instruction adressée à l'ensemble des directeurs des établissements hospitaliers, le ministère de la Santé explique qu'«en raison de l'évolution de la situation épidémiologique au niveau national marquée par la mise en évidence d'une circulation active et avérée du virus AH1N1 dans la population objectivée par l'apparition de cas autochtones et de formes sévères, une réadaptation du dispositif s'impose en

matière de critères de prélèvement, d'hospitalisation et de confinement à domicile».

Le département de Barkat a donc redéfini les personnes nécessitant une prise en charge spécifique aussi bien chez les enfants que chez les adultes. Les femmes enceintes feront l'objet d'une instruction à venir car les statistiques les placent en tête des victimes de la grippe A en Algérie.

Pour éviter que les centres de référence, au nombre de 165, répartis à

travers les 48 wilayas, ne soient submergés, il est demandé à leurs responsables de n'effectuer des prélèvements que dans des cas très précis sur des personnes présentant un syndrome grippal avec des signes de gravité tels qu'une température égale ou supérieure à 39°, des troubles au niveau pulmonaire, des troubles de vigilance ou une détresse respiratoire. Chez les femmes enceintes, le prélèvement se fait automatiquement dès qu'elles présentent un syndrome grippal. Chez les enfants, le prélèvement se fera désormais dès que le patient présente en plus d'un syndrome grippal, une détresse respiratoire, des troubles alimentaires ou une déshydratation. Le confinement à domicile concernera, quant à lui, les personnes ayant un syndro-



me respiratoire aigu, bénin ou modéré avec une fièvre et qui dans les sept jours précédant les symptômes ont été en contact étroit

avec un cas probable ou confirmé dans les 24 heures avant le début des signes.

Ces personnes seront confinées pendant sept jours et traitées à l'Oseltavimir pendant cinq jours, devront porter le masque de protection et respecter de manière très stricte les mesures d'hygiène. Leur entourage devra observer ces mêmes mesures d'hygiène et porter le masque également.

Comment les structures sanitaires à travers le pays disposant de moyens totalement inégaux par région pourront-elles mettre en place ce dispositif ? Dans une autre instruction adressée aux directeurs des

structures de santé, le ministère de la Santé leur demande de non seulement veiller au strict respect de ce dispositif mais de «ne pas arrêter l'activité médicale et chirurgicale habituelle en préconisant l'orientation des patients non infectés vers d'autres services ou hôpitaux de la wilaya».

Un challenge que devront relever les structures retenues pour faire face à une pandémie de la grippe A et qui fera figure de véritable test pour le système de santé qui, dès l'apparition des premiers cas, a démontré qu'il était grippé. La réadaptation du dispositif rectifiera-t-elle le tir ? Wait and see... **N. I.**

COMITÉS DE LUTTE CONTRE LE SIDA**Bientôt le texte portant modalités de fonctionnement**

Le texte régissant le fonctionnement des comités de lutte contre le sida a enfin été finalisé par le ministère de la Santé.

Longtemps attendu par les acteurs qui sur le terrain tentent de lutter contre le sida, le texte réglementaire sera bientôt transmis au secrétariat général du gouvernement avant de connaître le cheminement classique de tout texte de loi. C'est le secrétaire général du ministère de la Santé qui

l'a annoncé jeudi à l'occasion d'une rencontre organisée autour de la problématique du droit à l'accès au traitement pour tous.

Le SG du département de Barkat a profité de l'occasion pour dire que la lutte contre le sida fait partie des priorités du ministère. Il s'agit, selon ses propos, d'un engagement sans faille.

Aux nombreux intervenants dans la chaîne de dépistage et des soins, il dira que les pouvoirs publics sont

prêts à mettre tous les moyens financiers au service de la politique de lutte contre le sida, à charge aux personnes qui sont sur le terrain de faire connaître leurs besoins.

Des doléances, il y en a évidemment puisque les médecins qui font face au quotidien font part du manque de coordination entre les différentes structures impliqués dans la lutte contre le sida.

N. I.

IL ENTAME SA QUATRIÈME SEMAINE DE DÉBRAYAGE**Le SNPSP en grève illimitée à partir du 21 décembre**

Les praticiens de la santé publique, qui ont entamé une grève cyclique de trois jours le 23 novembre dernier, ont décidé de radicaliser leur mouvement. Les négociations avec la tutelle n'ayant abouti à aucun résultat, les généralistes ont décidé d'entamer une grève illimitée à partir du 21 décembre prochain. Des sit-in sont, par ailleurs, prévus mercredi prochain devant les directions de santé de wilaya à travers tout le territoire national.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Tout en décidant de maintenir la grève cyclique de trois jours par semaine, pour lundi, mardi et mercredi prochains,

le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) a décidé d'entamer une grève ouverte à partir du 21 du mois en cours. En attendant, le syn-

dicat, qui a tenu son conseil national en session extraordinaire jeudi dernier, a prévu des sit-in devant les directions de santé de wilaya à travers tout le pays, mercredi prochain à 11h, avec remise de la plate-forme de revendications aux DSP. Une plate-forme comprenant, entre autres, le rejet du projet de décret portant statut particulier des praticiens généralistes de santé publique, initié par le ministère de tutelle sans prendre en considération les

propositions des concernés, le maintien de la plate-forme de revendications issue du conseil national de Tizi-Ouzou, la promulgation du statut particulier dans sa forme négociée et ratifiée en commission mixte en mars dernier entre la tutelle et le SNPSP, la mise en place d'une commission mixte pour le régime indemnitaire ainsi que l'application du décret exécutif n°09-244 du 22 juillet 2009 déterminant l'aménagement et la répartition des horaires de travail

de la semaine dans le secteur de la fonction publique.

Le SNPSP, qui relève l'attitude «méprisante» du ministère de la Santé, précise que la pression sera maintenue jusqu'à satisfaction des doléances.

«Les praticiens sont plus que jamais déterminés à poursuivre leur action, et ce jusqu'à la satisfaction entière de leurs revendications socioprofessionnelles.

Mais ils restent disponibles et ouverts au dialogue et à la concertation

dans le cadre des dispositions réglementaires en vigueur», peut-on lire dans un communiqué rendu public par le syndicat.

Par ailleurs, le syndicat, qui devrait déposer son préavis de grève demain, a précisé qu'il a été décidé de l'élargissement, durant la grève, du service minimum à la participation des praticiens grévistes, et ce pour la prise en charge de la campagne de vaccination contre la grippe A/H1N1.

S. A.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN ALGÉRIE**En bonne voie, mais...**

Farouk Ksentini a tenu à réaffirmer, lors de son passage à l'émission «Rendez-vous du jeudi» de la chaîne II de la Radio nationale, que l'Algérie est en bonne voie en matière de respect des droits de l'homme, bien que des progrès restent à faire.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Farouk Ksentini a affirmé que plusieurs organisations algériennes ne respectent pas les rapports de la CNCPDH concernant les droits de l'homme, en dépit des progrès réalisés. Une

situation qui sera dénoncée dans le rapport de la CNCPDH qui sera soumis au président de la République.

Dans ses déclarations, Ksentini a souligné que l'administration algérienne ne maîtrise pas «la culture du

respect du citoyen». Au sujet du rapport de la CNCPDH, Ksentini a indiqué que le volet de la justice «ne souffre d'aucune lacune au niveau des textes, mais plutôt au niveau de la formation des juges».

Dans ce sens, il relèvera l'amélioration des conditions de détention, soulignant que les cas de mauvais traitement de prisonniers ou des personnes arrêtées restaient des cas isolés. Il a fait état de 14 cas en ce sens, selon les estimations de M.

Belaïz. Par ailleurs, Ksentini a rappelé qu'une enquête est en cours au sujet de l'abus du recours à la détention préventive et des mauvaises conditions d'accueil dans les institutions hospitalières.

Evoquant la question de l'amnistie générale introduite comme recommandation dans son dernier rapport remis au président de la République, Ksentini a estimé que la charte pour la paix et la réconciliation nationale souffre de

lacunes, notamment sur le plan de son application. Il évoquera également les problèmes liés à la réinsertion socioprofessionnelle des repentis, tout en rappelant que près de 90 % des dossiers ont été traités.

Interrogé sur le sort des prisonniers détenus dans des prisons libyennes, le président de la CNCPDH a expliqué que «des investigations sont en cours pour déterminer la véritable identité des prisonniers, afin qu'ils soient libérés au plus

tôt». Ces derniers auraient, selon Ksentini, fourni de fausses déclarations aux autorités libyennes concernant leur identité. Il ajoutera que 26 prisonniers ont été libérés dans le cadre d'une mesure de grâce du président Khadafi.

Enfin, Ksentini n'a pas écarté l'adhésion de l'Algérie à la Cour pénale internationale, mentionnant que l'Algérie n'a rien à taire et est prête à signer en toute démocratie.

W. Z.